

# Les travailleurs sans-papiers face à la pandémie

**Bethany Staunton**  
ETUI

Pour les sans-papiers qui travaillaient dans l'économie informelle, la pandémie de Covid-19 n'a fait que compliquer davantage encore la vie quotidienne. Les confinements ont entraîné pour beaucoup d'entre eux la perte de leurs maigres sources de revenus, et ceux qui ont continué à travailler ont été confrontés à des risques sanitaires aggravés. Parallèlement, dans un contexte de revalorisation du rôle des "travailleurs essentiels", les migrants sont de plus en plus reconnus comme une composante essentielle de notre main-d'œuvre, et la crise sanitaire a conduit certains pays à mettre en place des programmes de régularisation d'urgence. Ces mesures présentent toutefois un caractère trop provisoire pour être considérées comme un véritable progrès.

Au cœur de l'été 2021, dans l'église paroissiale Saint-Jean-Baptiste du Béguinage, au centre de Bruxelles, se déroule une scène étonnante. Un homme est agenouillé à la manière dont se déroule la prière chez les musulmans, à quelques centimètres de l'autel de cette église catholique. Il est entouré de matelas et de couvertures de toutes les couleurs et de tous les motifs. À la tête de beaucoup de ces lits improvisés se trouve un panneau en carton, indiquant la profession de chaque occupant : boulanger, coiffeur, nounou. Des centaines de sans-papiers occupent l'église depuis février pour demander le droit légal de rester en Belgique, où beaucoup d'entre eux vivent et travaillent depuis des années, voire des décennies. Comme le gouvernement belge continue d'ignorer leurs demandes, leurs actions ont pris une tournure plus radicale. En mai 2021, plus de 450 d'entre eux ont entamé une grève de la faim, qui a duré deux mois.

Hamza a pris part à cette action. Ce Marocain de 23 ans vit en Belgique depuis 2016, après être arrivé en Europe muni d'un visa touristique. Avant la pandémie, il tirait l'essentiel de ses revenus de son travail au marché aux puces de Bruxelles. Lors de son premier emploi, il était payé 5 euros pour une journée entière par le propriétaire de l'échoppe. "Quand on est sans-papiers, on travaille comme un esclave", dit-il. Il n'est pas le seul à employer ce terme, qui revient souvent dans les conversations avec les manifestants. Lorsqu'on leur demande le salaire moyen qu'ils pourraient toucher pour une journée de travail — sur un chantier, en aidant sur un stand du marché, en effectuant des travaux manuels chez un particulier — la réponse oscille le plus souvent entre 35 et 65 euros par jour, et sans aucune garantie de régularité. Mais même ces revenus de subsistance ont disparu lorsque le Covid-19 a frappé, entraînant l'arrêt de nombreuses formes de travail non déclaré.

Assia, qui rit quand on lui demande pourquoi elle a quitté son pays natal, l'Algérie, pour venir en Belgique ("Tous les journalistes posent la même question : ma réponse est la précarité, bien sûr !"), a été licenciée par la famille française pour laquelle elle travaillait comme nounou. Lorsque la pandémie a frappé et que ses employeurs ont dû travailler à domicile, ils n'ont plus eu besoin d'elle. Ils la payaient cinq euros de l'heure. Au lieu de rester à ne rien faire, elle s'est engagée dans un travail bénévole, en fabriquant des masques lorsqu'il y avait cette pénurie au moment du premier confinement. En désignant le groupe de femmes assises autour d'elle dans un coin de l'église, elle explique qu'elles font toutes le même genre de travail : nettoyage, garde d'enfants, travail dans de petites boulangeries — "mais toujours au noir" (en d'autres termes, non déclaré). Nombre d'entre elles ont subi diverses formes de violences verbales ou physiques, dit-elle, et celles qui vivent seules ont particulièrement souffert pendant les confinements. "Ce qui est difficile pour les hommes l'est encore plus pour les femmes", confirme Hafida, 51 ans, les larmes aux yeux.

---

*"Quand on est sans-papiers, on travaille comme un esclave."*

1. Fairwork Belgium (2021) *Travailleurs sans papiers: rapport annuel 2020*. <https://www.fairworkbelgium.be/wp-content/uploads/2021/06/FAI-jaarverslag-2020-FR.pdf>
2. OECD (2020) *Covid-19 and key workers: what role do migrants play in your region?*, OECD Policy Responses to Coronavirus (Covid-19). <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/covid-19-and-key-workers-what-role-do-migrants-play-in-your-region-42847cb9/>

↳ **Les sans-papiers occupent une église au centre de Bruxelles pour demander le droit légal de rester en Belgique.** Photo: © Belga

On estime qu'il y a plus de quatre millions de migrants "irréguliers" en Europe, dont 150 000 se trouveraient en Belgique. Dans son rapport datant de 2020<sup>1</sup>, l'organisation de travailleurs sans papiers Fairwork Belgium décrit comment le Covid-19 a encore aggravé les difficultés rencontrées par les personnes sans titre de séjour: "La pandémie nous a appris une chose: que le moindre accroc frappe de plein fouet la vie des travailleurs de l'économie de l'ombre et que ceux-ci n'ont plus aucune planche de salut." Ces migrants qui ont contacté l'organisation au cours de l'année écoulée ont raconté qu'ils avaient dû accepter des emplois qu'ils n'auraient pas acceptés auparavant, avec des salaires et des conditions encore plus déplorables. La raison était liée à la perte soudaine de travail dans certains secteurs en sachant qu'il leur était difficile d'accéder aux informations sur les allocations de chômage temporaire ou les mesures sanitaires. "Avant, je ne m'inquiétais pas pour mes papiers, dit Hamza. À cause du coronavirus, tout a changé."

## Changement de discours

Le gouvernement belge s'est montré réticent face aux demandes de régularisation, ou même pour une révision des critères d'évaluation des demandes. Sammy Mahdi, le secrétaire d'État belge à l'Asile et à la Migration, a affirmé catégoriquement qu'il n'y aurait pas de répétition des précédentes régularisations collectives, telles que celles opérées en 2009 à la suite d'une action similaire. Tout au plus a-t-il accepté de "considérer" chaque cas individuel, ce qui a conduit à la suspension de la grève le 21 juillet 2021, qui entraînait alors dans une phase critique pour la santé des participants. Certains ont accusé M. Mahdi de se plier aux exigences des partis flamands plus à droite, où le sentiment hostile aux immigrants est largement répandu.

Toutefois, un examen de la situation à l'échelle européenne révèle que les positions intransigeantes en matière de régularisation peuvent s'assouplir quelque peu en cas de situation d'urgence sanitaire, notamment



en raison de la reconnaissance du travail "essentiel" que les migrants effectuent dans nos sociétés et nos économies. En 2020, l'Overseas Development Institute (ODI) a établi une base de données intitulée *Migrants' contribution to the Covid-19 response* (Contribution des migrants à la lutte contre le Covid-19) dont l'objectif était de "changer le discours" sur la migration. Claire Kumar, chargée de recherche principale à l'ODI, explique comment l'équipe responsable du projet a vu dans "la rhétorique particulière autour du 'travailleur essentiel', que nous n'avions jamais vraiment vue" l'occasion de "mettre en évidence les migrants en tant que contributeurs essentiels dans cette main-d'œuvre essentielle. [...] Tout à coup, plus personne ne disait 'ce réfugié n'a pas de qualification reconnue par notre système', mais 'ce réfugié est médecin, nous allons donc modifier notre système et le problème d'accès sera résolu'. C'est une expérience très forte. Lorsque nous sommes confrontés à une situation d'urgence, nous pouvons soudainement nous débarrasser de tous ces systèmes bureaucratiques et restrictifs."

Une étude de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) datant de 2020 montre qu'en moyenne les travailleurs migrants représentent 14 % des travailleurs essentiels en Europe et que, dans la plupart des régions, les migrants sont tout aussi susceptibles que les autochtones d'exercer des professions essentielles. Bruxelles affiche en fait le chiffre le plus élevé de toutes les régions européennes, soit 50 %. Cette étude porte à la fois sur les migrants de l'Union européenne et les migrants extracomunautaires, mais un autre *policy paper* datant de la même année indique que les travailleurs originaires de pays tiers sont sur-représentés dans les professions essentielles, par rapport à leur part de la main-d'œuvre en général<sup>3</sup>. Même si ces données ne sont pas nouvelles, elles ont pris une nouvelle signification à la lumière du Covid-19 et des projecteurs braqués sur les "travailleurs essentiels" qui à travers le monde se sont mis en danger pour servir le reste de la société.

Si l'idée initiale du "data tracker" de l'ODI était simplement de souligner la contribution positive des migrants à l'effort de lutte contre la pandémie<sup>4</sup>, les chercheurs ont été surpris par le nombre de rapports faisant état de mesures gouvernementales mises en œuvre pour assouplir les règles d'immigration. "Ce que nous n'avions pas prévu, ce sont les actions et les réponses politiques, explique Claire Kumar. Il s'est alors agi en grande partie de savoir ce que les gouvernements faisaient pour faciliter

## En moyenne, les travailleurs migrants représentent 14 % des travailleurs essentiels en Europe.

l'accès à cette main-d'œuvre. Ils ont modifié les conditions d'octroi des visas, accordé des prolongations [de permis], mis en place des canaux spéciaux pour faire entrer les migrants dans leur pays, car ils savaient que leurs chaînes d'approvisionnement ne fonctionneraient pas correctement."

Cela s'applique à la migration intra-européenne, comme lorsque le Royaume-Uni a tristement fait venir des travailleurs agricoles d'Europe de l'Est sur un vol charter spécial en avril 2020, au moment même où il recommandait à chacun de rester chez soi. Mais il y a aussi eu des mesures visant les travailleurs sans papiers. En Italie, par exemple, un programme temporaire de régularisation a été mis en place pour les travailleurs des secteurs de l'agriculture et des services domestiques. Au Portugal, au cours de l'année 2020, le gouvernement a accordé un statut légal temporaire à plus de 356 000 migrants dont la demande de régularisation était en attente. D'autres pays, comme la Grèce et la France, ont également prolongé les permis de séjour compte tenu de l'évolution du contexte. "Il y a eu du mouvement au cours de ces 18 derniers mois", déclare Lilana Keith, *senior advocacy officer* à la Plateforme pour la coopération internationale sur les sans-papiers (PICUM). "De notre point de vue, la régularisation a toujours été l'une des demandes les plus pressantes. Cela n'a pas changé, mais nous avons assisté à des campagnes beaucoup plus importantes qui ont suscité un soutien plus large."

### Pas vraiment de quoi se féliciter...

Même si ces évolutions peuvent représenter une opportunité pour les migrants travaillant dans l'économie souterraine, il est peut-être trop tôt pour parler de véritable progrès. Les mesures adoptées en Italie, par exemple, ont été vivement critiquées à plusieurs égards, notamment la brièveté du délai accordé pour l'introduction des demandes et la durée des permis. "Nous les avons vus répéter des erreurs dont nous savons qu'elles sont problématiques", déplore Lilana Keith, en citant comme principale erreur une trop grande dépendance à l'égard de l'employeur. Dans le programme à deux volets, le premier volet consiste pour

l'employeur à demander un contrat de travail pour un ressortissant étranger. Mais les employeurs n'étaient guère incités à le faire, compte tenu de l'augmentation des salaires et des cotisations de sécurité sociale que cela impliquait. Human Rights Watch a accusé le système d'accroître en réalité la vulnérabilité des sans-papiers face à l'exploitation, car les travailleurs interrogés par l'organisation ont déclaré qu'ils avaient dû payer eux-mêmes les 500 euros de frais de dossier, et quelques-uns ont dit que les employeurs leur avaient demandé d'importantes sommes d'argent en échange<sup>5</sup>.

Mais l'un des aspects les plus problématiques du dispositif était sa restriction aux personnes travaillant dans les seuls secteurs de l'agriculture et des soins domestiques. Kurosh Danesh, responsable des politiques migratoires à la Confédération générale italienne du travail (CGIL), est frustré par ces limitations: "La réponse du gouvernement ne nous a pas vraiment satisfaits car nous voulions une régularisation complète et approfondie, alors qu'il n'a autorisé la régularisation que pour deux catégories de travailleurs." Et selon Lilana Keith de PICUM, les soins domestiques n'ont été inclus que grâce à un effort considérable de sensibilisation visant à étendre le programme de régularisation à tous les secteurs — l'agriculture était le principal objectif au départ. Elle souligne que "le modèle agricole italien est financièrement dépendant des travailleurs migrants, et notamment des sans-papiers". Lorsque le Covid-19 a frappé l'Italie au printemps 2020 et a rendu nécessaire

3. Fasani F. et Mazza J. (2020) *Immigrant key workers: their contribution to Europe's Covid-19 response*. <https://ftp.iza.org/pp155.pdf>

4. C'est toujours le principal objectif du projet, dont les résultats sont présentés sur le site <https://migrants-keyworkers-covid-19.odi.digital/>

5. Human Rights Watch (2020) *Italy: flawed migrant regularization program*. <https://www.hrw.org/news/2020/12/18/italy-flawed-migrant-regularization-program>

la mise en place de mesures de confinement dures et rapides qui allaient empêcher la circulation des ouvriers agricoles et bloquer l'arrivée des saisonniers d'été, la crainte bien réelle d'une pénurie de main-d'œuvre dans ce secteur essentiel s'est manifestée. C'est un secteur devenu tristement célèbre pour son exploitation des travailleurs sans papiers<sup>6</sup>. Il est donc moins surprenant d'entendre parler d'abus de la part de certains employeurs. Le gouvernement a certes proclamé que l'un des objectifs du programme était la prévention de la propagation du virus dans les établissements informels, et il a doublé les sanctions pour les employeurs qui continuent d'embaucher de la main-d'œuvre sans papiers, mais ses détracteurs l'ont néanmoins accusé de satisfaire principalement des intérêts économiques plutôt que des préoccupations humanitaires en période de pandémie, en se demandant pourquoi d'autres secteurs n'étaient pas également couverts, comme la construction et l'hôtellerie.

Il est intéressant de comparer le cas de l'Italie et celui de la Belgique, où aucune forme de régularisation collective ne semble être envisagée. En raison de la présence de la Ligue, un parti d'extrême droite anti-immigration, dans la coalition gouvernementale, l'Italie n'était pas l'endroit idéal pour mettre en place un programme de régularisation massive. Dans une certaine mesure, les impératifs économiques semblent toutefois l'avoir emporté. "L'économie avait besoin de travailleurs agricoles et de personnel soignant, explique Kurosh Danesh de la CGIL. À ce moment-là, ce sont les deux catégories de travailleurs dont le pays avait vraiment besoin. On ne pouvait donc pas soulever d'objections. C'était un choix dicté par les besoins de l'économie, qui a prévalu sur les positions politiques."

En Belgique, en revanche, les préoccupations liées à la pénurie de main-d'œuvre et à la reprise économique post-pandémie ne semblent pas, jusqu'à présent, avoir eu raison des oppositions politiques à la régularisation. "Le fait de ne pas répondre aux besoins économiques est un choix

## *"Dans l'ensemble, c'est une déception terrible de constater que nous n'avons pas fait mieux en matière de conditions de travail, parallèlement à ces mesures [sur l'immigration]."*

politique", déclare Jan Knockaert, coordinateur de Fairwork Belgium. "Je ne vois pas comment le gouvernement actuel pourrait faire passer une régularisation." Bien sûr, la pandémie nous l'a appris, il y a toujours des exceptions mineures dans les situations d'urgence. La Belgique a tout de même introduit au printemps 2020 une mesure temporaire permettant aux demandeurs d'asile d'effectuer des travaux agricoles saisonniers même s'ils n'avaient pas encore reçu de réponse à leur demande de protection internationale. Les employeurs étaient obligés de fournir un logement pour la durée du contrat de travail. Toutefois, selon Jan Knockaert, seules 50 demandes ont été déposées à cause d'un manque d'information et parce qu'il n'était pas précisé si les demandeurs d'asile auraient encore un logement où retourner à la fin du contrat.

### **Qui "mérite" de vivre en Europe ?**

Ce qui est clair, c'est que la vie des migrants est suspendue entre ces tensions politiques et économiques. Les arguments économiques en faveur de politiques plus progressistes en matière d'immigration en Europe, notamment au vu du problème à long terme du vieillissement de la population et des situations d'urgence à court terme créées par des crises comme celle du Covid-19, peuvent être efficacement utilisés par les défenseurs des droits des sans-papiers. Cependant, l'expérience de cette pandémie a montré comment le fait de mettre trop l'accent sur l'économie peut déboucher sur des mesures arbitraires qui ne sont pas suffisantes pour protéger les travailleurs migrants et leur offrir une sécurité à long terme. L'Italie en offre un bon exemple. "La régularisation était une mesure temporaire, explique Kurosh Danesh. À l'heure actuelle, le gouvernement n'a pas d'autres dispositions, ni d'idées ou de promesses." La CGIL explore actuellement les voies juridiques possibles pour mettre en place une procédure de régularisation plus régulière et universelle.

La crise du Covid-19 a offert l'opportunité de "changer le discours" sur les migrants en Europe, en particulier les migrants considérés comme "peu qualifiés",

brouillant ainsi les divisions problématiques classiques entre les migrants "méritant" le droit de séjour (par exemple, les réfugiés politiques) et ceux qui ne le "méritent" pas (les migrants économiques). Mais cette crise a peut-être aussi créé le danger d'une nouvelle division : entre les migrants "essentiels" et les migrants "non essentiels". Cela se reflète dans l'orientation d'un programme de régularisation comme le programme italien, qui est structuré autour des besoins du marché du travail, plutôt que de ceux des migrants eux-mêmes. Le Portugal offre un exemple différent, dans la mesure où le programme n'est pas limité à certains secteurs et où l'accent est mis sur la protection des plus vulnérables, l'accès aux soins de santé et à la sécurité sociale, ainsi que sur la santé et la sécurité collectives.

Lorsqu'elle a mené le projet de l'ODI sur les "histoires de migrants", Claire Kumar a constaté avec inquiétude que les mesures d'immigration Covid-19 étaient rarement accompagnées d'une véritable évaluation des conditions de travail dans certains secteurs et professions clés. "Ce qui me semble surprenant et vraiment inquiétant, c'est que cet aspect n'ait pas été beaucoup plus mis en avant." En citant le Portugal comme l'une des rares exceptions, elle ajoute : "On pourrait compter sur les doigts d'une main les améliorations sérieuses que nous avons trouvées [...] Dans l'ensemble, c'est une déception terrible de constater que nous n'avons pas fait mieux en matière de conditions de travail, parallèlement à ces mesures. Si nous ne pouvons pas y parvenir maintenant, alors qu'il y va de l'intérêt de la santé publique au sens large, je ne sais pas vraiment quel sera l'élément déclencheur qui permettra de faire la différence."

Pendant ce temps, les occupants de l'église Saint-Jean-Baptiste à Bruxelles attendent d'être fixés sur leur sort. Dans un moment de légèreté, un groupe de femmes se met à danser au son de la musique. L'une d'entre elles serre quelque chose contre sa poitrine comme si c'était un bébé, et ne laisse personne s'en approcher. Les autres femmes, en riant, lui demandent ce que c'est. "C'est mon dossier !" répond-elle en souriant. ●

6. Voir "Travail des migrants dans la forteresse Europe", HesaMag#20. <https://www.etui.org/fr/topics/health-safety-working-conditions/hesamag/migrant-workers-in-fortress-europe>